

JOB

La Filpag se réunit chez le papetier

Alors que les personnels de la papeterie JOB reçoivent aujourd'hui leurs lettres de licenciement, la Filpag CGT (Fédération des industries du livre, du papier et des arts graphiques) a décidé de tenir sa commission exécutive nationale dans les locaux des Sept-Deniers, aujourd'hui et demain.

A cette occasion, une entrevue entre les représentants du Medef, les membres de la commission exécutive et les salariés de JOB se tien-

dra en début d'après-midi. Reclassement et repreneur seront au centre des débats.

Un autre temps fort dans la lutte des JOB se déroulera le 15 mars avec la tenue d'une Journée pour l'emploi, avec au programme, un rassemblement à la préfecture, un forum-débat et une soirée musicale festive. Le Tactikollectif, le Couac, les Motivé-e-s seront sur la ligne de départ.

LA DEPECHE DU MIDI

TOUT TOULOUSE

143 « Job » licenciés depuis le 6 mars

Le 7 mars, date fixée par le tribunal de commerce pour la fermeture du site, les Job recevront le bureau national de la Filpac-CGT. Un rassemblement et une rencontre avec le Medef 31, sont prévus au cours de ces journées. Le 15 mars, d'autres manifestations sont programmées. La journée se terminera, en soirée, par un concert musical organisé sur le site. Du côté de la procédure, 143 salariés sont licenciés depuis le 6 mars. Les vingt salariés protégés recevront leurs lettres de licenciement dans quelques semaines. Les Job

annoncent qu'ils seront présents dans l'entreprise, au titre de la maintenance, jusqu'à la mi-avril, – une date contestée par le liquidateur – et bien au-delà de ce jour. Les pouvoirs publics qui surveillent très attentivement ce conflit pourraient fort bien être appelés à intervenir durant ces semaines critiques.

La réunion interministérielle du 2 mars à Bercy avec des représentants des ministères du Budget, de l'Emploi et de l'Industrie, s'est soldée par quelques avancées de l'Etat en matière de financement

du plan social – elles doivent encore être confirmées par écrit au liquidateur – sans toutefois que toutes les demandes des salariés soient prises en compte. Au cours de cette réunion, les Job ont fixé à 34 millions de francs le financement de ce plan. Le liquidateur travaille désormais sur ce chiffre, et non plus sur son premier chiffrage de 10 millions de francs. Philippe Douste-Blazy s'est engagé, s'il est élu, « à apporter les aides équivalentes à celles de 1995 ». A cette époque, la mairie avait embauché une dizaine de Job.